

Ce zine est à retrouver avec d'autres sur notre blog
antimiliparis.noblogs.org. Bonne(s) lecture(s) !

Nous sommes les Palestinien-nes de Birmanie

Un entretien avec l'Association des Jeunes Musulman-es
Progressistes paru le 21 avril 2025 sur chuangcn.org



**Assemblée Internationaliste Antimilitariste
Paris-Banlieues**

Contact : antimiliparis@autistici.org
Blog : antimiliparis.noblogs.org



Cet entretien a été traduit et mis en page par
l'Assemblée Internationaliste Antimilitariste
Paris-Banlieues en février 2026.

ser le travail au-delà des frontières fédérales. Nous ne pourrions pas nous unir sous une bannière commune. Mais nos luttes sont interconnectées, et nous devons nous tenir ensemble.

Dans le contexte de la Révolution du Printemps, les musulman-es sont un groupe opprimé. Nous ne pouvons pas supposer que la révolution nous apportera un changement significatif, nous devons donc être plus radicaux-ales que les autres. Et les femmes musulmanes, qui sont encore plus opprimées parmi les musulman-es, ont tendance à être encore plus radicales.

Nous promouvons maintenant un nouveau concept politique : l'autonomie non territoriale. Ce concept est crucial pour nous. Comparé à de nombreux autres groupes ethniques minoritaires, nous n'avons pas de base territoriale à partir de laquelle exercer notre autonomie. La stratégie des Rohingyas a été d'affirmer qu'ils sont le peuple indigène de l'État de Rakhine¹¹. Mais la plupart des musulman-es en Birmanie sont dispersés-es dans tout le pays. Alors, comment imaginons-nous les droits politiques collectifs dans une société post-révolutionnaire ? Nous devons dépasser les limitations des frontières territoriales.

Cette idée d'autonomie non territoriale est encore très nouvelle et ne s'est pas encore répandue. Mais nous pensons qu'elle a des applications plus larges. Par exemple, la communauté chinoise en Birmanie est également dispersée et s'est longtemps vu refuser la reconnaissance en tant que groupe ethnique distinct. Ou prenez le cas des Karen, des Mon ou des Shan qui sont nés et ont grandi à Yangon plutôt que dans leurs patries traditionnelles. Leur identité ethnique est détachée de l'endroit où ils vivent. Ils ont également besoin d'un cadre politique alternatif, qui ne les force pas à « devenir Bamar ».

Dans ce cadre d'autonomie non territoriale, nous n'essayons pas de mettre en place nos propres institutions gouvernementales. Les musulman-es vivant dans différentes régions seraient toujours soumis-es aux juridictions administratives locales. Mais ce que nous demandons, ce sont des droits collectifs, y compris une représentation politique proportionnelle au sein de ces gouvernements locaux. Nous voulons également notre propre système de protection sociale à travers le pays : éducation, santé, etc. Dans la société dominante, les besoins des musulman-es dans ces domaines sont constamment négligés. Et considérant que les musulman-es ont vécu sous une inégalité structurelle pendant des décennies, ayant même été privés-es de leurs droits de citoyenneté de base, nous devons exiger l'équité, pas seulement l'égalité. Cela signifie que nous, en tant que minorité marginalisée et historiquement dépossédée, devrions bénéficier d'une considération spécifique dans la manière dont les ressources et les opportunités sont distribuées.

Je suis né-e et j'ai grandi à Yangon parmi les Bamars. Mon visage me disait que mes ancêtres avaient migré depuis l'Asie du Sud. Mais je me soucie de ma vie sur cette terre, la terre où je suis né-e, la terre où mes parents et mes grands-parents sont nés-es. Je bois du thé indien après le mohinga birman¹² le matin. C'est ainsi que j'ai grandi. Je suis un-e partisan-e de la lutte contre la junte, donc cette révolution est aussi ma révolution.

11. Avant le génocide des Rohingyas, la société birmane dominante n'avait jamais entendu le terme « Rohingya ». Elle les appelait « Bengalis », sous-entendant qu'ils étaient des immigrant-es illégaux et illégaux du Bangladesh. Le terme « Rohingya », signifiant « peuple de Rakhine », est une revendication politique d'identité et de reconnaissance depuis longtemps. (Note du RASP)

12. Le « plat national », composé d'une soupe de poisson avec des nouilles de riz.

Nous sommes les Palestinien-nes de Birmanie

Un entretien avec l'Association des Jeunes Musulman-es Progressistes

Nous sommes heureux-ses de partager cette traduction d'une interview avec Khun Heinn, un-e participant-e à la Révolution du Printemps¹ en cours et co-fondateur-ice de l'Association des Jeunes Musulman-es Progressistes (AJMP). L'entretien a été mené par un-e membre du Réseau d'Action transnational sinophone de Solidarité avec la Palestine (RASP) le mois dernier, lors d'une réunion en Thaïlande, puis compilé, traduit en chinois et publié avec une introduction sur le Substack du RASP.

Khun Heinn est une personne musulmane de Yangon vivant actuellement en exil en Thaïlande. La Birmanie² abrite de multiples communautés musulmanes de plusieurs groupes ethniques différents, mais toutes ont été désignées par les autorités politiques (non seulement la junte, mais aussi la Ligue nationale pour la démocratie libérale) des Bamars bouddhistes majoritaires comme *kalar* (une insulte raciste signifiant « gens de l'Ouest »), ne méritant donc pas de droits au sein de la communauté fédérale de la Birmanie. Khun Heinn s'identifie politiquement comme « communiste libertaire », mais l'AJMP est plus largement de gauche et principalement socio-démocrate, se donnant pour mission de construire des ponts entre la révolution birmane et la lutte palestinienne, comme expliqué dans l'entretien.

Le RASP se décrit comme « un groupe d'activistes sinophones s'organisant à travers plusieurs continents. [Iels] travaill[ent] à éduquer [leurs] communautés sur la résistance palestinienne et le mouvement de solidarité mondial, ainsi qu'à attirer l'attention sur la complicité de la Chine dans l'occupation, l'apartheid et les crimes de guerre d'Israël contre le peuple palestinien. » Leurs autres écrits et activités peuvent être trouvés sur leur Substack ainsi que leur compte Instagram.

Pour plus d'histoires sur les expériences des révolutionnaires birman-es et des musulman-es vivant en Thaïlande, consultez "Dépêches de Mae Sot" dans le prochain numéro inaugural du magazine Heatwave³. Pour en savoir plus sur la persécution des musulman-es en Birmanie, consultez "Trois thèses sur la crise au Rakhine", et sur le coup d'État de 2021 et la révolution qui s'en suit, "Jusqu'à la fin du monde" et "Malheureux est le pays qui a besoin de héros", tous de Geoffrey Rathgeb Aung⁴. Pour plus de traductions en anglais de textes chinois sur la Palestine, voir "Contre le Pinkwashing" et "Palestine et Xinjiang sous le régime capitaliste".⁵

1. *Spring Revolution* dans le texte original.

2. Khun Heinn (un pseudonyme) préfère utiliser le terme anglais « Burma » (« Birmanie » en français) plutôt que « Myanmar » en raison de l'association de ce dernier avec le régime militaire au pouvoir depuis son adoption officielle en 1989. Nous avons donc suivi son exemple. D'autres militant-es de gauche birman-es préfèrent « Myanmar » malgré cette association parce que « Birmanie » (également préféré par la Ligue Nationale pour la Démocratie libérale) est plus étroitement lié à la majorité Bamar (également connue en français sous le nom de « Birman-es », qui représente environ 69 % de la population), ainsi qu'au colonialisme britannique. Les deux termes sont identiques en birman, les différentes orthographes françaises représentant des prononciations littéraires et familiales. Les deux dérivent du terme signifiant « bamar » pour leur propre groupe ethnique.)

3. Ce texte a également été traduit par l'AIA-PB. Voir <https://antimiliparis.noblogs.org/post/2026/02/16/depeches-de-mae-sot/>.

4. Nous avons traduit les titres à des fins de compréhension, les titres originaux étant respectivement "Three Theses on the Crisis in Rakhine", "Until the End of the World" et "Unhappy is the Land That Needs Heroes".

5. *Idem*, les titres originaux étant "Against Pinkwashing" et "Palestine and Xinjiang under Capitalist Rule".

Introduction du RASP

Quatre ans sont passés depuis le coup d'État militaire du 1er février 2021 en Birmanie. Sans le séisme dévastateur qui l'a frappée récemment, la Birmanie aurait presque été oubliée par la communauté internationale. Pourtant, durant ces quatre années, la résistance n'a jamais cessé. Le mouvement non-violent de désobéissance civile⁶ a été brutalement réprimé par l'armée peu après le coup d'État - les manifestant-es ont été arrêté-es, torturé-es et tué-es. Par la suite, certain-es ont répondu à l'appel du Gouvernement d'Unité Nationale (GUN) en exil en fuyant dans les jungles pour former la Force de Défense du Peuple, rejoignant les forces des Organisations Armées Ethniques (OAEs) dans une guérilla. D'autres ont fui vers d'autres pays, la Thaïlande étant la première étape pour beaucoup d'entre eux.

Au cours des dernières décennies, des musulman-es de Birmanie ont migré vers la ville frontalière thaïlandaise de Mae Sot, contribuant à la formation d'un réseau commercial musulman transnational qui inclut également des musulman-es thaïlandais-es et pakistanais-es. Plus tard, plusieurs vagues d'émeutes anti-musulmanes et de persécutions systématiques en Birmanie ont poussé de nombreux-ses autres migrant-es musulman-es à traverser la frontière.

Mae Sot (population officielle de 50 000 habitants, mais avec une estimation de 100 000 migrant-es de Birmanie) accueille donc une large population musulmane (estimée entre 5 et 10% de la population totale) dont la langue véhiculaire est le birman. Les magasins appartenant à des musulman-es sont partout et il n'est pas rare de voir des gens dans les rues portant des keffieh, malgré la distance qui sépare Mae Sot des grandes villes. Beaucoup de membres de cette communauté musulmane établie de longue date sont passionné-es par la cause palestinienne, mais restent largement indifférent-es à la révolution birmane, la considérant comme un conflit entre le régime militaire et la majorité bamar, sans pertinence pour leur vie. Depuis le coup d'État de 2021, Mae Sot est également devenue un refuge pour ceux impliqué-es dans le mouvement de résistance qui ont été fiché-es par l'armée et ne peuvent plus quitter le pays légalement. Parmi eux se trouvent des révolutionnaires musulman-es, dont certain-es parviennent parfois à trouver du travail dans des entreprises commerciales dirigées par des musulman-es dans la région.

Après le déclenchement de la guerre de Gaza en octobre 2023, j'ai été témoin de la manière dont la question lointaine de la Palestine reflétait la diversité ethnique complexe de la Birmanie. Les communautés exilées sont rapidement tombées dans l'anxiété et la division. Les révolutionnaires musulman-es ont rapporté qu'ils voyaient des sentiments islamophobes réapparaître parmi les révolutionnaires Bamars exilé-es au sein de leurs propres cercles. Après le coup d'État de 2021, de nombreux dissident-es bamars avaient exprimé des remords envers les Rohingyas, regrettant leur silence lors de l'oppression du groupe musulman le plus persécuté en Birmanie. Mais maintenant, au grand désarroi des révolutionnaires musulman-es, certain-es camarades birman-es ont commencé à reprendre les récits israéliens, accusant les musulman-es d'être des terroristes. La désillusion s'est répandue parmi de nombreux-ses révolutionnaires musulman-es qui comprennent désormais que les expressions de regrets des dissident-es bamars formulées après le coup d'État n'étaient que des performances pour la scène internationale. La révolution, disaient-ils, restait centrée sur les Bamars. Une autre couche de méfiance s'est enracinée : peut-être que la politique ethno-nationaliste de la Birmanie n'avait été que temporairement colmatée par le coup d'État et la révolution. L'islamophobie et le chauvinisme bamar réapparaîtraient-ils dans une Birmanie post-révolutionnaire ?

Le tremblement de terre du 28 mars 2025 est survenu à un moment où l'USAID⁷ avait été coupée par l'administration Trump. Pour la Birmanie, déjà fragilisée par la guerre civile, c'était

d'État, de nombreux-ses étudiant-es impliqué-es dans le Mouvement de Désobéissance Civile (MDC) se sont retiré-es du système éducatif formel. En réponse, plusieurs plateformes d'apprentissage à distance ont émergé pour soutenir ces étudiant-es du MDC dans la poursuite de leur éducation et pour fournir un emploi aux enseignant-es du MDC. Certaines de ces initiatives avaient reçu un financement de l'USAID. Comparé à la Birmanie centrale, la coupure a eu des conséquences plus significatives pour les réfugié-es le long des frontières, ce qui a encore davantage tendu l'accès aux services essentiels.

Pour les Birman-es exilé-es en Thaïlande après le coup d'État, les situations des différentes organisations sont variables. Certains comptent sur des demandes de financement auprès d'organisations internationales pour maintenir leur fonctionnement, tandis que d'autres dépendent des dons de la diaspora birmane, ce qui constitue une forme d'entraide populaire. Notre organisation fonctionne selon ce modèle d'entraide populaire pour lever des fonds, et la plupart de notre travail est également du militantisme non rémunéré.

De plus, pour les groupes exilés à la frontière indo-birmane, l'USAID n'a jamais pu atteindre les ONG et les OSC (Organisations de la Société Civile) qui s'y trouvent.

RASP : Avant la coupure des fonds de l'USAID, certain-es de mes camarades birman-es disaient que la révolution avait été corrompue par les ONG internationales. Comment le voyez-vous ?

Khun Heinn : J'aimerais utiliser une citation de Thomas Sankara (premier président du Burkina Faso, révolutionnaire marxiste et panafricaniste) : « Celui qui vous nourrit vous contrôle. » Vous savez, tous les groupes doivent écrire des propositions pour s'adapter à leurs agendas et écrire un rapport de chaque activité pour le donateur. C'est devenu un projet mené par les donateurs, ce qui signifie qu'il n'est pas pour la communauté, mais pour le donateur.

RASP : D'après mes observations au cours des deux dernières années de la révolution, il semble que parmi tous les groupes impliqués, les musulman-es soient les plus radicaux et les plus imaginatifs politiquement. La plupart des autres groupes s'accrochent au rêve inachevé du fédéralisme, avec des minorités ethniques ayant leurs propres états semi-autonomes. Certain-es révolutionnaires bamars ont même proposé de former un « État bamar » dans la Basse-Birmanie. Mais il s'agit d'une forme de purification ethnique qui reproduit simplement la logique de l'État-nation. En réalité, les plaines centrales de Birmanie abritent depuis longtemps un mélange de différents groupes ethniques. Même de nombreuses régions de montagne, comme l'État Shan, sont très mélangées. Si nous imaginons l'avenir de la Birmanie à travers cette lentille puriste, nous pouvons facilement prévoir que dans des endroits comme l'État de Rakhine, où le peuple Rakhine gagnera plus de pouvoir, les Rohingyas - qui n'ont pas d'État propre - seront confronté-es à une oppression encore plus grande. En fait, alors que l'Armée d'Arakan gagne du terrain dans l'État de Rakhine, le cauchemar revient déjà pour les Rohingyas. Pourtant, dans mes interactions avec les révolutionnaires, la plupart des Bamars adhèrent simplement au récit de la vision fédérale du GUN. Seul-es les musulman-es semblent ne pas être convaincu-es. Parce que les musulman-es vivent depuis longtemps dispersé-es dans le pays et sont composé-es de diverses origines ethniques, le fédéralisme n'a jamais vraiment été une solution pour vous. Et sous cette prémisse, j'ai vu de nouveaux imaginaires et pratiques politiques émerger. Pouvez-vous nous en dire plus à leur sujet ?

Khun Heinn : Oui, la vision dominante post-révolutionnaire est actuellement le fédéralisme démocratique. Mais le fédéralisme ne doit pas devenir une autre forme de création de frontières. Nous n'avons pas de territoire propre, donc le fédéralisme n'a jamais été notre solution. C'est pourquoi nous cherchons des alternatives, non pas basées sur des frontières territoriales, mais sur l'autonomie culturelle.

Ce type de fédéralisme pourrait en fait donner naissance à des formes plus fortes d'ethno-nationalisme que celles que nous avons aujourd'hui. Cela éliminerait notre capacité à organi-

6. *Civil Disobedience Movement*

7. *United States Agency for International Development*, Agence des États-Unis pour le développement international, dont le gouvernement trumpiste a fait fermer 83% des projets d'aide en 2025.

nous, les musulman-es locaux-ales, sommes les Palestinien-nes.

En Birmanie, l'opinion générale est que si vous soutenez la Palestine, vous soutenez le Hamas. Iels pensent que l'intifada est synonyme de violence du Hamas. Il y a très peu de compréhension du contexte politique et historique du mouvement de libération palestinien. Mais politiquement, je préfère nous positionner avec le Front populaire de libération de la Palestine (FPLP) - la branche progressiste et de gauche du mouvement. Depuis octobre 2023, nous essayons d'étudier et de comprendre plus profondément le mouvement palestinien. À la base, c'est une lutte contre l'occupation territoriale.

Pour de nombreux-ses musulman-es en Birmanie, les bombardements brutaux de Gaza et le génocide des Palestinien-nes par Israël sont clairement visibles. Le rôle des États-Unis est également évident. Tant de personnes dans la communauté musulmane dominante soutiennent la résistance menée par le Hamas. Leur solidarité avec les Palestinien-nes est fondée sur ce soutien au Hamas. Mais cela contribue également à un conservatisme croissant au sein de la communauté musulmane de Birmanie. Par exemple, poussé-es par des sentiments anti-américains et anti-impérialistes, certain-es expriment même leur soutien aux Talibans. C'est ce que nous devons essayer de changer.

C'est pourquoi l'AJMP fait un travail interne au sein des communautés musulmanes en présentant les factions de gauche de la résistance palestinienne et leurs idées. Nous essayons de changer la vision dominante au sein des communautés musulmanes. Leurs perspectives sur le mouvement de libération palestinien sont profondément liées à leur expérience vécue en tant que musulman-es en Birmanie, y compris la manière dont iels pratiquent leur religion.

Pour nous, si la junte est simplement renversée, les musulman-es resteront marginalisé-es, et les communautés musulmanes continueront à vivre sous des normes conservatrices et patriarcales, tandis que d'autres groupes ethniques resteront profondément nationalistes. Si nous ne pouvons pas changer les vieilles idées, alors qu'est-ce qui aura réellement changé après la révolution ? Cela peut paraître différent à la surface, mais en réalité, rien n'aura changé, sauf le groupe spécifique de personnes qui dirigerait l'État. Ainsi, même si nous sommes dans la quatrième année de la révolution post-coup d'État, nous avons l'impression que la véritable révolution n'a même pas encore commencé.

Après le 7 octobre, nous avons publié des déclarations et pris de nombreuses mesures pour intervenir dans l'espace public - non seulement envers les communautés musulmanes, mais aussi envers la société au sens large à travers toute la Birmanie. Nous soulevons constamment la question du rôle oppressif de l'Occident en Palestine, et nous soutenons que notre révolution ne peut pas compter sur l'Occident, et surtout pas sur les États-Unis. Ce ne sont absolument pas des alliés fiables.

RASP : La Révolution de Printemps a en effet été « favorisée » par l'*establishment* occidental dans une certaine mesure. Le GUN a constamment reçu le soutien des États-Unis, qui semblent également être le pays occidental ayant accueilli le plus d'exilé-es birman-es depuis le coup d'État. De nombreuses ONG internationales travaillant sur les questions birmanes sont également financées par l'USAID. Dans ce sens, il est très difficile pour les révolutionnaires birman-es de prendre une position sur la Palestine qui va à l'encontre de celle des États-Unis.

Khun Heinn : Nos positions ne sont jamais influencées par les positions d'aucune institution. Par exemple, nous avons toujours parlé ouvertement et de manière critique du GUN, de l'impérialisme occidental et de la Chine.

RASP : La coupure de l'USAID a d'énormes conséquences sur l'Asie du Sud-Est, en particulier sur les questions liées à la Birmanie. Pouvez-vous partager vos réflexions à ce sujet et comment cela affecte la Birmanie, déchirée par la guerre, et la révolution ?

Khun Heinn : L'éducation et la prise en charge de la santé pour les populations déplacées ont été au cœur de l'impact des récentes réductions de financement de l'USAID. Suite au coup

un nouveau coup dur. Plus de 8,5 millions de personnes ont été touchées par le tremblement de terre, rejoignant plus de 3 millions de personnes déjà déplacées. Dans le même temps, environ 20 millions de personnes, soit environ un tiers de la population du pays, vivaient déjà sous le seuil de pauvreté avant la catastrophe. C'était donc une catastrophe profondément dévastatrice. Tout rôle potentiellement salutaire des secours qui auraient pu être apportés dans cette catastrophe avait été rendu impossible par l'atrophie subie par les agences de gestion des urgences de l'État du fait de la guerre menée par l'armée contre son propre peuple.

À l'autre bout du monde, le génocide israélien à Gaza se poursuivait sans relâche. Deux semaines après le tremblement de terre du 28 mars, l'organisation musulmane birmane de gauche Association des Jeunes Musulman-es Progressistes⁸ (AJMP) a lancé une action intitulée « La Birmanie pour la Palestine ». La campagne a tenté de relier la souffrance du peuple birman à celle des Palestinien-nes, rappelant aux citoyen-nes birman-es que Gaza endure une catastrophe de destruction équivalente à un tremblement de terre chaque jour depuis plus d'un an et demi, mais que, contrairement à la catastrophe naturelle de la Birmanie, la catastrophe de Gaza est artificielle.

En mars 2025, j'ai ainsi interviewé Khun Heinn, un-e exilé-e musulman-e birman-e en Thaïlande et membre de l'AJMP. Je lui ai demandé de parler de l'environnement social des musulman-es birman-es, de leur place dans la révolution, et de pourquoi la question de la Palestine revêt une signification si profonde pour leur lutte.

RASP : Après le 7 octobre 2023, la Palestine est devenue une question clivante au sein des cercles révolutionnaires de Birmanie. Dans ce contexte, comment votre organisation répond-elle à ces couches de tension ?

Khun Heinn : Oui, ils nous appellent *kalar* et nous n'avons jamais vraiment été accepté-es par la société birmane. Après le coup d'État, certain-es d'entre eux ont soudainement commencé à se repentir, s'excusant d'avoir soutenu Aung San Suu Kyi et l'armée pendant le génocide des Rohingyas [qui a atteint son apogée en 2017]. Mais après le 7 octobre, leurs vraies couleurs sont réapparues. Certain-es ont recommencé à dire « les musulman-es sont des terroristes ». Donc oui, c'est effectivement devenu une question clivante au sein de la révolution. Pour nous, le 7 octobre a ressemblé à un retour en 2017, où toute la haine anti-musulmane avait déferlé. C'est le résultat d'une vie de lavage de cerveau sous le régime militaire et de l'agenda des gouvernements occidentaux concernant les musulman-es. Même si beaucoup d'entre eux s'opposent maintenant à l'armée, cette islamophobie profondément enracinée est toujours là.

Quand j'étais enfant, il y avait un magazine hebdomadaire publié par l'armée qui s'appelait *World Affairs*⁹. Il était rempli d'histoires qui dépeignaient les musulman-es comme des terroristes, parlant d'attentats suicides, de voitures piégées, et tout ça. Ces récits ont en fait été importés des États-Unis, repris en gros du discours de la « guerre contre le terrorisme » instauré après le 11 septembre. L'armée birmane est connue pour être anti-occidentale, mais elle a pleinement adopté la rhétorique islamophobe de lutte contre le « terrorisme » des États-Unis.

Après le coup d'État de 2021, de nombreux-ses dissident-es birman-es se sont excusé-es, mais nous n'avons jamais eu d'attentes envers la société *mainstream* dominée par les Bamars. Sans solutions structurelles, ces excuses ne sont que des performances pour la scène internationale. Nous ne croyons pas que la réconciliation puisse se faire de cette manière.

Pour nous, la lutte est plus complexe que ce à quoi les révolutionnaires bamars ont été confronté-es après le coup d'État. Nous sommes confronté-es à l'armée, oui, mais aussi à l'oppression des organisations chauvines dominantes de différentes manières, par exemple de manière politique. Les gens disaient « ce qui est le plus important maintenant, c'est que nous sommes en temps de guerre ». Nous devons nous organiser et nous battre, oui, mais nous devons aussi mettre fin à d'autres formes d'oppression également.

RASP : Mais comment convaincre la communauté musulmane de Birmanie que cette révolution est aussi SA révolution ?

Khun Heinn : C'est très difficile. Les musulman-es en Birmanie ont toujours été appelé-es *kalar*, et beaucoup d'entre nous se sentent comme des indésiré-es dans un pays étranger, qui est la manière dont la propagande militaire nous décrit. Il est rare que nous sentions que c'est notre terre, quelque chose que nous devrions reprendre à l'armée. Même pendant le gouvernement de la LND¹⁰, la Birmanie est restée dominée par le chauvinisme des Bamars et d'autres nationalités, et les musulman-es étaient toujours opprimé-es. Certain-es de mes ami-es ont même été emprisonné-es pour avoir pris la parole pendant le mandat d'Aung San Suu Kyi. Cependant, la démocratie reste quand même bien meilleure que le régime militaire - au moins les gens ne disparaissent pas au milieu de la nuit sans laisser de trace.

Je pense que la première étape consiste à faire comprendre aux gens que la souffrance collective des musulman-es est en grande partie causée par ce régime militaire. Avant le coup d'État de 2021, la majorité Bamar n'était pas aussi hostile à l'armée. Maintenant, ils sont les plus actif-ves dans la résistance. Nous devons saisir ce moment précieux, combattre aux côtés des

Bamars et démolir les narratifs de l'armée.

En même temps, nous savons toutes que cela ne suffit pas. Dans la vision de la nouvelle Birmanie, il n'y a pas de place pour les musulman-es selon les accords et conditions politiques. Par exemple, en vertu de la loi sur la citoyenneté de 1982, que nous appelons « la loi nazie », il n'y a pas de représentant-es gouvernementaux pour les musulman-es, les autres minorités religieuses ou les minorités ethniques sans territoire au sein du GUN (Gouvernement d'Unité Nationale). Le système fédéral proposé n'inclut pas la participation politique des minorités sans territoires ni pouvoir armé.

Ainsi, alors que nous devons nous battre avec les autres contre l'armée, nous devons aussi nous battre pour nous-mêmes au sein de la révolution. La première bataille exige que nous prenions les armes ; la seconde est une bataille de discours politiques, pour affirmer nos revendications et réclamer nos droits politiques. Pour nous, la route vers la révolution est longue.

RASP : Beaucoup de gens ne réalisent pas à quel point les communautés musulmanes sont diverses en Birmanie. Quand les gens pensent aux musulman-es en Birmanie, leur première réaction est généralement « Rohingya ». Pouvez-vous nous en dire plus sur les pratiques et l'implication des communautés musulmanes dans la révolution ?

Khun Heinn : J'ai un bon exemple pour cela : je suis l'un des fondateurs du Comité Consultatif Multi-ethnique des Musulman-es du Myanmar (CCMMM). C'est une coalition de différentes organisations musulmanes qui essaient de représenter les musulman-es de différents groupes ethniques, y compris les Rohingyas, dans le cadre imaginé d'une Birmanie fédérale démocratique après la révolution. Même si nous sommes tous-tes musulman-es, il y a encore de nombreux besoins, différents en fonction de votre origine et de votre groupe ethnique - mais la majorité bamar nous traite tous-tes de la même manière.

Nous nous demandons : comment pouvons-nous, en tant que musulman-es, vivre dans ce système ? Vous savez, il est extrêmement difficile d'être musulman-e en Birmanie, quelle que soit la région ou l'État dans lequel vous vivez. Par exemple, il y a des Rohingyas dans l'État de Rakhine, mais il y a aussi de nombreux-ses musulman-es chinois-es (Yunnanese) à Mandalay, des musulman-es d'Asie du Sud, des musulman-es Bamars et des musulman-es d'autres groupes ethniques réparti-es dans toute la Basse-Birmanie. La loi sur la citoyenneté de 1982 et d'autres formes de violence structurelle ont longtemps exclu les musulman-es de l'identité birmane.

Les musulman-es en Birmanie sont incroyablement divers-es, mais la société dominante ne se soucie pas de vos origines : si vous êtes musulman-e, vous devez faire face à une discrimination structurelle. C'est pourquoi nous construisons cette coalition musulmane inter-ethnique, en invitant toutes sortes d'organisations musulmanes à faire partie de ce mécanisme consultatif. Nous devons également élaborer une identité politique plus inclusive, qui puisse faire de la place à toutes les communautés musulmanes.

Je suis également membre d'une organisation appelée l'Association des Jeunes Musulman-es Progressistes (AJMP). Après le coup d'État, j'ai fondé l'AJMP avec un groupe de jeunes camarades musulman-es. Dans le cadre de la résistance contre la junte militaire, nous voulions mettre la question des droits des musulman-es sur la table. En plus de l'AJMP et du CCMMM, je travaille avec une plateforme médiatique appelée Intifada.

Avec l'AJMP et Intifada, nous mettons l'accent sur le mot « progressiste » : organiser les musulman-es pour défier les valeurs patriarcales et conservatrices de l'intérieur. Notre média s'appelle Intifada pour souligner l'importance de la lutte palestinienne et la résilience des musulman-es de Birmanie. Nous visons à relier la lutte des musulman-es en Birmanie à celle des Palestiniens - et même aux luttes plus larges des communautés musulmanes à travers le monde.

RASP : Pourquoi la question de la Palestine est-elle particulièrement importante pour vous ?

Khun Heinn : Parce que l'impérialisme et les classes dirigeantes portent différents visages dans différents contextes, mais qui sont tous profondément liés. Dans le contexte de la Birmanie,

9. Traduisible en français par Les affaires du monde

10. Ligue Nationale pour la Démocratie, parti d'Aung Saan Suu Kyi et parti au pouvoir entre 2015 et 2021, renversé par le coup d'État